

des classes sur l'échelle internationale, cette question, si elle n'a pas d'importance pratique, en a cependant une assez considérable de principe. Aucun communiste ne saurait soutenir qu'il y a, pour un parti ouvrier révolutionnaire, des périodes où il n'a pas besoin d'agir parmi les masses. C'est une vérité élémentaire que celle selon laquelle le parti a sa raison d'être précisément dans son action parmi les masses, dans l'effort qu'il fait pour les éclairer, les organiser, les diriger, et défendre leurs intérêts. Il nous semble évident que le travail dans les entreprises, dans les quartiers ouvriers, dans les villages, c'est-à-dire partout où il y a des travailleurs, est toujours d'actualité.

Et alors, pourquoi en serait-il autrement pour les casernes ? Y a-t-il donc une raison de faire exception pour les masses des soldats qui ne sont pourtant que des ouvriers et des paysans en uniforme ? Les masses des soldats ne sont-elles pas privées de tous droits, maltraités, exploitées et brimées dans toutes les armées capitalistes ? Un parti ouvrier révolutionnaire peut-il tolérer en silence que les soldats soient livrés à l'arbitraire des officiers, leurs ennemis de classe ? N'est-ce pas son devoir de défendre les intérêts de ces masses, de les éclairer, de leur montrer l'issue de leur situation de parias, de les organiser et de les conduire dans la lutte pour leurs droits ? [...]

Il est vrai que dans certains pays la situation matérielle des soldats est un peu meilleure, qu'ils y sont moins brutalement brimés ; mais au fond, il n'y a aucune différence essentielle. Ainsi, par exemple, dans un pays aussi hautement cultivé que la France, la mauvaise nourriture et les persécutions ont déterminé plus d'une fois des révoltes spontanées de soldats. Dans un autre pays cultivé, en Allemagne, *les cas de suicides* sont très fréquents parmi les soldats ; ces cas sont attribués à leur situation d'hommes privés de tous droits, à l'arbitraire des officiers, à la discipline de cadavre, aux exercices inhumains, et très souvent, à l'*interdiction* du mariage pour les soldats.

Dans aucun pays capitaliste les soldats ne disposent de leurs droits politiques. En Autriche, il est vrai, les soldats jouissent formellement du droit électoral, de même que les policiers en Allemagne, mais comme ils ne peuvent participer sous aucune forme au mouvement politique ouvrier, le droit électoral formel n'est qu'une forme spéciale, « cultivée », de la brimade.

La bourgeoisie veut avoir le monopole de l'éducation politique de l'armée. Elle est intéressée à isoler les masses de soldats du mouvement ouvrier révolutionnaire et de tout contact avec les autres travailleurs. L'armée est donc un organe d'oppression entre les mains de la classe dominante, un instrument de guerre civile contre les classes opprimées et de guerre impérialiste toujours dirigé idéologiquement contre les intérêts des masses travailleuses. Pour préparer les armées qui se composent inévitablement, dans leur plus grande partie, de membres de la classe opprimée, à marcher toujours contre leurs propres frères de classe, on invente des méthodes sans cesse plus raffinées et diaboliques. [...]

II. Le contenu de la propagande antimilitariste

Nous avons montré le rapport entre la lutte contre le militarisme et les questions fondamentales de la révolution prolétarienne. La lutte contre les manifestations concrètes du militarisme et pour les revendications quotidiennes des masses travailleuses touchées par le militarisme doit constamment être liée aux mots d'ordre généraux du mouvement ouvrier révolutionnaire.

En ce qui concerne particulièrement l'action parmi les soldats, les marins et les jeunes recrues, il y faut constamment faire ressortir l'idée de *fraternisation*, de *solidarité des masses de soldats avec le prolétariat*, il faut montrer le rapport étroit entre la lutte du soldat pour ses revendications quotidiennes et la lutte révolutionnaire générale des ouvriers et des paysans.

Dans ce but, il est indispensable de tenir sans cesse les masses des soldats au courant de la lutte des classes dans les industries et dans les villages et réciproquement d'informer les ouvriers et les paysans de la situation dans les casernes.

Il faut dénoncer avec une force toute particulière parmi les masses et surtout parmi les soldats le mensonge de la « *défense de la patrie* » bourgeoise et y rendre par contre populaire l'idée de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

La question des *revendications partielles* joue un rôle singulièrement important dans l'agitation antimilitariste.

L'agitation parmi les soldats, les marins et tous les hommes militarisés doit être liée aux conditions concrètes d'existence de ces masses.

C'est justement dans la question des revendications partielles que certaines difficultés et certains doutes ont surgi dans la pratique du travail antimilitariste. Ainsi, par exemple, on se demande souvent s'il convient d'exiger des améliorations de la situation matérielle des soldats, puisque toute amélioration de la situation matérielle des soldats signifierait que les soldats sont satisfaits de cette situation, ce qui contribuerait à la consolidation et non à l'affaiblissement du militarisme.

Ce danger serait réel si l'on se bornait à revendiquer l'amélioration de la situation matérielle des soldats sans lier ces revendications aux mots d'ordre révolutionnaires généraux. Mais si elles sont lancées de façon à mobiliser les masses dans l'intérêt de ces revendications, si l'amélioration éventuelle de la situation matérielle est obtenue à la suite d'une lutte, si les masses de soldats voient bien le rapport de cette lutte pour les diverses revendications partielles contre les grandes questions de la lutte révolutionnaire, ce danger disparaît.

Des doutes analogues surgissent également au sujet de la revendication de la *réduction du temps de service*. Il est donc nécessaire d'analyser cette question de plus près. Ce qui provoque ces doutes, c'est que la réduction du temps de service est revendiquée dans certains cas par les social-démocrates et projetée par les gouvernements capitalistes eux-mêmes ; elle est même réalisée en liaison avec les nouvelles réformes militaires qui ne visent pas à un affaiblissement, mais à un renforcement du militarisme. C'est pourquoi on craint que la revendication en question ne profite au militarisme. Il faut cependant se rendre compte que la réduction du temps de service ne signifie pas, *par elle-*